

DEUXIÈME PARTIE

Étude critique de deux documents d'histoire

Thème – Gouverner la France depuis 1946

Consigne :

En vous appuyant sur les deux documents et après les avoir présentés, montrez que les conceptions du rôle économique et social de l'État en France depuis 1946 relèvent à la fois d'héritages et de ruptures.

DOCUMENT 1 : nouveaux « visages de l'État »

L'historien Pierre Rosanvallon définit dans un entretien accordé à la revue Sciences Humaines les [...] principales fonctions de l'État.

P. Rosanvallon : La troisième fonction de l'État est effectivement celle de l'État-providence. [...] Les hommes de la Révolution française entendaient déjà que l'État de droit soit un État protecteur. Ils ont cherché à étendre les droits. Il faudra cependant attendre aussi le milieu du XX^e siècle pour que, avec le développement de la sécurité sociale, le *Welfare State*, l'État providence prenne toute son ampleur.

S.H : Cela n'est possible que dans une période de croissance économique ?

P. Rosanvallon : Dans les faits, oui, et c'est là qu'intervient la quatrième fonction de l'État, celle de la régulation de l'économie. Elle s'est principalement développée après la Seconde Guerre mondiale, avec les politiques keynésiennes. En France, 1945 a été un tournant où l'on a vu se mettre en place successivement des nationalisations de grandes entreprises, la planification, la comptabilité nationale et les politiques de modernisation industrielle. [...] Depuis les années 1980, les politiques keynésiennes semblent en recul. [...]

Entretien avec Pierre Rosanvallon, « Les quatre visages de l'État », *Sciences Humaines* n°22, novembre 1992.

DOCUMENT 2 : déclaration de politique générale de M. Jacques Chirac, Premier ministre, sur le programme du gouvernement, à l'Assemblée nationale le 9 avril 1986.

Depuis des décennies - certains diront même des siècles - la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. Qu'il s'agisse de l'économie ou de l'éducation, de la culture ou de la recherche, des technologies nouvelles ou de la défense de l'environnement, c'est toujours vers l'État que s'est tourné le citoyen pour demander idées et subsides. Peu à peu s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée, où le pouvoir s'est concentré dans les mains d'experts formés à la gestion des grandes organisations. Ce système de gouvernement qui est, en même temps, un modèle social, n'est pas dénué de qualités : il flatte notre goût national pour l'égalité ; il assure pérennité et stabilité au corps social ; il se concilie parfaitement avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-providence. [...]

Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus. [...]

Dès les prochains jours, le Parlement sera saisi de plusieurs projets de loi qui engageront le renouveau. [...] Trois séries de mesures y figureront. D'abord celles qui permettront de libéraliser la marche de l'économie, tant au profit des entreprises qu'à celui des salariés. [...]

Le troisième volet de la loi [...] traitera de la privatisation : la liste des entreprises qui pourront être dénationalisées dans les cinq prochaines années sera clairement indiquée. [...]

Nous devons [ensuite] nous interroger tous ensemble sur l'avenir de notre système de protection sociale.

Depuis 1945, nous avons accompli une œuvre exceptionnelle. Nous avons su concilier le respect des libertés individuelles [...] et un très haut niveau de solidarité à la fois entre les milieux sociaux et les classes d'âge. Les Français tiennent à ce qui a été construit par le fruit de leur effort. Nous avons, quant à nous, la volonté farouche de sauvegarder la Sécurité sociale, mais nous ne devons pas nous voiler collectivement la face : le système est aujourd'hui menacé et les déséquilibres financiers ne font que traduire de très inquiétantes évolutions de fond. [...]

D'un côté, les dépenses continuent de s'accroître à un rythme soutenu, qu'il s'agisse des pensions de retraite, de l'indemnisation du chômage ou des frais médicaux. De l'autre, les recettes décrochent, tant à cause des difficultés conjoncturelles de l'économie française que de l'affaiblissement démographique de la Nation. [...]

Source : <http://discours.vie-publique.fr/notices/863081400.html> (consulté le 09/11/2018)